

L'EXPERT EST AVEUGLE SANS LES LUNETTES DU CITOYEN

J.L. Le Moigne

*« Loin de nous l'intention de refuser d'éprouver du respect
ou de la vénération pour cette équipe de savants,
mais nous ne lui accorderions jamais plus d'importance
qu'à l'homme naïf, spontanément capable
de se poser les questions les plus essentielles. »*
A. Machado, in J de Mairena, p 193.

Ce titre bien sûr est provocant, chacun assurant qu'il importerait de nuancer un propos d'allure si démagogique ou si anti scientifique. Je propose pourtant, de le maintenir pour attirer l'attention sur notre collective et surprenante inattention à la proposition réciproque. Au début de l'année 2007, un « expert prospectiviste » publiait dans un quotidien parisien un article intitulé '*Démocratie ou démagogie ? La multiplication des débats publics n'est pas toujours le signe d'une bonne gouvernance. Un exemple*'. Article type du technocrate toujours convaincu qu'il sait mieux que les 'citoyens non experts' ce qui est bon pour 'la bonne administration de la Cité'. Sans doute prêt à concéder qu'il pourrait éventuellement faire appel à 'l'expertise citoyenne', mais excluant que cette dernière, si on la trouve, puisse avoir ni le premier ni le dernier mot. Le sujet est si rebattu que je n'y aurai pas attaché d'importance, si en mal d'argument pour démontrer qu'il détenait '*la (seule) bonne solution*' à un problème qui doit en avoir plus de cent (y compris bien sûr le statut quo), il n'ajoutait la formule suivante : '*Le citoyen est aveugle sans les lunettes de l'expert*'.

Enfin un expert qui dit à voix haute ce que ses confrères pensent à voix basse ! L'occasion ne mérite-t-elle pas qu'on la souligne et qu'on s'interroge ? Si la réciproque est provocante, le théorème direct ne l'est-il pas aussi ? Le dit expert va habilement protester : J'enlève la phrase de son contexte et ce n'est pas exactement ce qu'il voulait dire, va-t-il répondre. Mais ce qu'il voulait dire était-il bien différent ? : Il importe, conclut-il '*d'éviter le piège de la démagogie participative*', quitte donc, ce qu'il ne dit pas, à tomber dans les pièges de la techno démocratie dont il veut être un des experts.

Ce qui doit retenir ici notre attention n'est pas de savoir si lui ou moi avons raison, mais de nous interroger sur la façon de légitimer durablement une de ces deux thèses qui s'affichent mutuellement exclusives. Je n'aurais pas pensé à susciter cette controverse si quelques semaines auparavant, les citoyens français n'avaient pas du affronter fort concrètement ce problème de la légitimité des experts et de leurs lunettes.

L'affaire dite 'du gène de la délinquance'

Je rappelle succinctement ici l'affaire dite de 'la détection du gène de la délinquance chez les bébés', affaire qui suscita une sorte de révolte (symbolique) des citoyens contre les experts. Elle mit à jour la surprenante inculture épistémologique de bien des scientifiques, et symétriquement elle manifesta la capacité des citoyens à se

former désormais une culture épistémique leur permettant de se responsabiliser assez pour résister intelligemment à l'autorité des experts scientifiques.

Cette réaction collective n'est elle pas un phénomène nouveau ? Elle n'avait pu se former au XIX^e S. lorsque A. Comte (le père du Positivisme alors naissant) cautionna vers 1830 la constitution au sein de l'Université Française d'un 'Institut de Phrénologie' qui diplômait des 'experts phrénologues'. Lesquels, pendant près d'un demi siècle, assermentés auprès des tribunaux et de l'administration pénitentiaire, sélectionnaient 'les délinquants non récupérables' par palpation soigneuse des bosses de leur boîte crânienne. La confusion scientifique de l'éthique et de l'épistémologique était déjà patente : Un acte tenu pour 'moralement bon' (déclarer un délinquant tenu pour non récupérable et un étudiant tenu pour bon pour l'Ecole Polytechnique) par un expert scientifique le tenant pour scientifiquement vrai, sans voir qu'il postulait plusieurs hypothèses non vérifiables expérimentalement et bien peu plausibles : à savoir l'invariance absolue du comportement moral d'un être humain, et la corrélation des bosses de la boîte crânienne et des comportements dits moraux. ; A l'époque nul n'osa s'indigner hormis quelques philosophes, Hegel en particulier.

Mais en 2005-6 la même autorité des experts institutionnels fut beaucoup plus sérieusement remise en question : C'est en la découvrant dans la presse (certes vite oubliée) que la formulation du théorème réciproque (*l'expert est aveugle sans les lunettes du citoyen*) me vint à l'esprit, quelques mois avant que je ne découvre la formulation du théorème direct sous la plume de notre expert prospectiviste. On se souvient des faits : en 2005 l'INSERM (financé ici par une caisse de retraite d'artisans, la CANAM) publie un rapport sur '*les troubles des conduites chez l'enfant et l'adolescent*' présenté dans les termes suivant « *Les travaux du groupe d'experts réunis par l'Inserm dans le cadre de la procédure d'expertise collective, pour répondre aux questions posées par la Canam sur le dépistage, la prise en charge et la prévention et du trouble des conduites chez l'enfant et l'adolescent. Il s'appuie sur les données scientifiques disponibles en date du premier semestre 2005. Plus de 1000 articles et documents ont constitué la base documentaire de cette expertise. Le Centre d'expertise collective de l'Inserm a assuré la coordination de cette expertise collective...* » (<http://ist.inserm.fr/basisrapports/trouble-conduites.html>). Par chance pour nous et pour nos enfants, citoyens, ce rapport qui devait inspirer la rédaction de textes législatifs importants fut lu non seulement par d'autres experts mais surtout par beaucoup de praticiens et parents concernés par *les troubles des conduites chez l'enfant et l'adolescent*. Stupéfaits ils rédigèrent une pétition intitulée '*Pas de 0 de conduite pour les enfants de 3 ans*', qui en quelques mois recueillit en juin 2006, 193701 signatures. (http://www.pasde0deconduite.ras.eu.org/IMG/pdf/Pas_de_zero_de_conduite_couverture.pdf)

Un événement sans précédent au moins en France, révélateur d'une évolution sensible dans la représentation de la science au sein de la société : les explications simplistes ou les vulgarisations naïves ne suffisent plus et les citoyens veulent se cultiver assez pour pouvoir évaluer, forme et fond, le travail des experts, comme les hypothèses et les méthodes qu'ils ont mis en œuvre. Dans l'immédiat les pouvoirs publics firent une prudente marche arrière (élections présidentielles aidant) et ce rapport d'expertise de l'INSERM devint une pièce parmi d'autres dans une politique toujours en recherche de repères.

‘Afin de ne pas donner l'impression d'un texte détenteur d'une réalité intangible’

Il est tentant bien sûr d'entrer dans le débat d'expert sans doute sous jacent à cette controverse : il est fort probable que la quasi-totalité des intervenants concernés sont de bonne foi, bien que les deux parties utilisent parfois des arguments de mauvaise foi pour se dénigrer l'une l'autre. La réduction classique au modèle de l'axe du bien (ici, les citoyens ?) en conflit avec l'axe du mal (ici, les scientifiques ?), est manifestement stupide. Les uns et les autres sont trop divers et il est de nombreux experts scientifiques qui espèrent être des citoyens consciencieux et responsables, comme il est de nombreux citoyens qui s'efforcent d'exercer consciemment et pragmatiquement leur intelligence sans s'abriter derrière des certitudes absolues, fussent-elles garanties par des experts scientifiques (en général arrogants, dominateurs et tenant leurs collègues pour des charlatans).

En revanche les affaires partiellement imbriquées du gène de la délinquance et des troubles de conduite chez l'enfant et l'adolescent nous permettent de nous interroger sur les représentations qu'ont souvent les experts et surtout les institutions scientifiques qui les 'défendent' de leur rapport avec les citoyens. Au moins aussi intéressant pour nous un an après, va être notre examen de la 'défense des experts assermentés par l'INSERM' : Quelques textes nous permettent d'évaluer le chemin qui reste à parcourir pour que la plupart des institutions scientifiques s'attachent à la critique épistémique interne de leur propre production : Si les citoyens ne les y incitent pas, il est peu probable que les corporations sortiront de leur gangue idéologique. Quelques lignes d'une interview du Directeur de l'INSERM sont ici éclairantes :

A la question : *'Comment réagissez-vous à la pétition "Pas de zéro de conduite pour l'enfant de trois ans", qui s'oppose aux conclusions d'une expertise collective de l'Inserm) sur le trouble des conduites chez l'enfant et l'adolescent ?*, le Directeur répond : *'...Sans doute doit-on aujourd'hui, sur ces sujets sensibles de société, réfléchir aux moyens de mieux prendre en compte les différents avis avant la désignation des experts. (Comment l'expert reconnaît-il un sujet sensible de société ? ne le sont-ils pas tous a priori ? Et pourquoi faut-il attendre cette pétition pour mieux prendre en compte les différents avis ?)*

A la question *'A l'avenir, comment comptez-vous procéder ?* il répond : *'Sur les expertises collectives qui posent des questions de société majeures, nous mettrons en place une procédure particulière. (Sur celles là seulement ?) Nous réunirons l'ensemble des partenaires concernés, de toutes orientations, et nous leur demanderons de nous faire des propositions sur des noms d'experts et sur les conditions de réalisation de l'expertise collective. (Ainsi ce serait aux citoyens de désigner les experts ? Bonne nouvelle a priori, mais qui assermentera les experts ? Pourront-ils délibérer et co élaborer ou devront-ils seulement voter ?) Ensuite, celle-ci se déroulera selon les mêmes principes qu'aujourd'hui. Puis, nous réunirons à nouveau ces partenaires avant de rendre publiques les conclusions de ces travaux. (Que se passera t il alors si les conclusions ne sont pas unanimes ou si les 'partenaires trouvent le rapport trop imparfaitement argumenté pour justifier une décision politique ?) Cette procédure s'appliquera à l'expertise sur le trouble des conduites. Nous allons réunir les personnes qui souhaitent débattre - signataires de la pétition, associations de patients et professionnels qui nous soutiennent (pas les autres ?) - pour discuter, ensemble, des conclusions de l'expertise et des actions de recherche ...'*. Ceci *'afin de ne pas donner l'impression d'un texte détenteur d'une réalité intangible'* ajoutera peu après le Président du

¹ cf par exemple <http://ajis44.free.fr/anais20.htm>

Comité d'éthique de l'INSERM ! ('Ne pas donner l'impression', ou ne pas rédiger 'un texte détenteur d'une réalité intangible' ? - Les commentaires entre parenthèses dans ce paragraphe de citations sont de moi.)

Les viatiques civiques essentiels de toute activité scientifique

Je ne mentionne ces quelques lignes qu'à fin d'illustration : ce directeur, comme ses confrères fait de son mieux pour apaiser les tensions. Qui s'en plaindrait. Mais ce faisant, à son insu sans doute, il met en valeur l'inattention de tant d'experts scientifiques à la légitimation épistémique et civique de leurs propositions et des méthodes qu'ils mettent en œuvre pour les élaborer. Ne faut-il pas tenter de remettre en mémoire des experts et des citoyens l'appel que nous adressait il y a cinq ans la plus puissante institution scientifique de France, le CNRS.

« La seule prise en considération des 'interactions entre les éléments' ne suffit plus. Il faut développer de nouveaux instruments de pensée, permettant de saisir les phénomènes de rétroaction, des logiques récursives, des situations d'autonomie relative. ... Il s'agit d'un véritable défi pour la connaissance, aussi bien pour sur le plan empirique que sur le plan théorique. ...

« S'attacher à la complexité, c'est introduire une certaine manière de traiter le réel et définir un rapport particulier à l'objet, rapport qui vaut dans chaque domaine de la science, de la cosmologie à la biologie des molécules, de l'informatique à la sociologie. ... C'est reconnaître que la modélisation se construit comme un point de vue pris sur le réel, à partir duquel un travail de mise en ordre, partiel et continuellement remaniable, peut être mis en œuvre. ... Dans cette perspective, l'exploration de la complexité se présente comme le projet de maintenir ouverte en permanence, dans le travail d'explication scientifique lui-même, la reconnaissance de la dimension de l'imprédictibilité. »²

« Reconnaître que la modélisation se construit comme **un point de vue pris sur le réel**, ... Le projet de maintenir ouverte en permanence, dans le travail d'explication scientifique lui-même, la **reconnaissance de la dimension de l'imprédictibilité**. » Ces deux formules ne devraient-elles pas être les viatiques civiques essentiels de toute activité scientifique. Ne devraient-elles pas servir de garde fou à toutes les propositions d'experts, et à toutes les délibérations entre les citoyens et les experts. *'Il n'y a pas de bonne réponse à une mauvaise question'* rappelait avec sagesse notre expert prospectiviste parisien. Mais il se gardait de nous dire à quoi on reconnaît a priori qu'une question est bonne ou mauvaise et pourquoi on peut-être certain qu'il n'existe pas de bien meilleure réponse que la bonne réponse bien calculée par l'expert.

Le citoyen est, à l'expérience, plus spontanément attentif à la complexité des phénomènes (de multiples 'points de vue') et surtout il est plus sagement pragmatique ('Affronter les incertitudes' et 'enseigner la compréhension' ne devraient-ils pas être deux de nos savoirs de base, rappelle souvent E Morin). N'est-ce pas lui qui doit d'abord chausser ses lunettes - ou dira H Simon 'explicitier ses objectifs' - pour amorcer la délibération ? Au lieu de 'réunir les citoyens et les experts juste avant de rendre publiques les conclusions des experts', ne pouvons nous les inciter à délibérer dès le commencement ?

La science est-elle fille ou mère de l'expérience ?

² « Projet d'établissement 2002 du CNRS français » Texte intégral à : <http://www.cnrs.fr/Strategie/index.htm>

Délibérer, certes, nous dira-t-on, mais dans quel langage ? Pour expliciter ses objectifs à partir de ses expériences, le citoyen dispose-t-il d'un autre langage que celui du scientifique, et ce dernier ne souhaite-t-il pas maintenir la part de mystère de son propos pour être crédible et respecté ? Le médecin spécialiste ou le physicien quantique comme le juriste ou l'informaticien, tous pratiquent des langages quasi initiatiques que le citoyen ne parvient que rarement à décoder.

Depuis Kant et sans doute bien avant, chacun le répète : Le citoyen s'exprime à partir de ses intuitions formées dans ses expériences, alors que le scientifique s'exprime à partir d'un appareil conceptuel abstrait qui ne doit peut-être rien à l'expérience. Le théorème direct qui m'a provoqué est peut-être dérivé d'une célèbre formule d'E. Kant dans 'la Critique de la raison pure' : « *Le concept sans intuition est vide, l'intuition sans concept est aveugle.* ». Mais si je pousse le parallèle jusqu'au bout, il me faudrait ajouter : 'L'expert sans les lunettes du citoyen est vide', ce qui ne serait pas très gentil pour les experts. Le débat entre les connaissances concrètes (des citoyens ?) et les connaissances abstraites (des scientifiques) est sans doute éternel : avant et après Platon, bien des sages s'y sont exercés et s'y exerceront. La vive '*Critique de la philosophie kantienne*' martelée par Arthur Schopenhauer ne mérite-t-elle pas d'être elle aussi rappelée ? :

« *Chose encore plus bizarre, il (Kant) prétend que l'intuition sans concept est tout à fait vide ; mais que le concept sans intuition a cependant encore une valeur propre. C'est là justement le contraire de la vérité : les concepts en effet tiennent toute leur signification, tout leur contenu du rapport qu'ils ont avec la connaissance intuitive ; ils sont tirés, extraits de la connaissance intuitive, autrement dit, ils sont formés par élimination de tout ce qui n'est pas essentiel : voilà pourquoi, dès qu'on leur ôte l'intuition sur laquelle ils s'appuient, ils deviennent vides et nuls. Les intuitions au contraire ont par elles-mêmes une signification directe et fort importante (c'est même en elle que s'objective la chose en soi) : elles se représentent elles-mêmes, elles s'expriment elles-mêmes, elles n'ont point un contenu d'emprunt comme les concepts.* ».

Ne nous attachons pas à l'inversion moqueuse de la métaphore (Si le concept sans l'intuition est vide, comment pourra-t-il aveugler l'intuition?), pour retenir l'argument qui ici nous importe : Convenir que les deux propositions sont plausibles et qu'il est plus sage de les considérer dialogiquement, sans certitude définitive donc, que syllogistiquement parfaites, l'une alors excluant l'autre. Convention qui exige en effet plus d'obstinée rigueur, plus d'ascèse intellectuelle, plus de vive conscience de l'humaine dignité

« *La raison par elle-même est instrumentale. Elle ne peut sélectionner nos buts ultimes, ni même arbitrer à notre place les conflits quant à la détermination du but final que nous poursuivons. Nous avons à affronter ces choix par d'autres moyens. Tout ce que la raison peut faire est de nous aider à atteindre les buts que nous retenons ('Agreed-on goals') de façon plus effective. Mais dans ce domaine au moins nous faisons quelques progrès. ...* ». La conclusion de H Simon invitant citoyens et experts à cette modestie réfléchie sans pour autant se résigner, n'est-elle pas sage ? Nous nous interrogerons toujours sur l'identification des moyens nous permettant de déterminer les buts ultimes de l'aventure humaine qui est aussi aventure de la connaissance, buts que nous savons évoluant et qui nous incitent à sans cesse '*explorer le champ des possibles*'.

« Dans le monde de la pensée comme dans le monde de l'action (...) on peut faire passer la raison du 'pourquoi' au 'pourquoi pas'³ » : La méditation de G Bachelard nous est toujours familière et on comprend aisément la réaction du citoyen face à l'expert qui prétend lui imposer sa solution en arguant de son expertise scientifique alors qu'il est manifeste que cet expert n'a pas sérieusement 'exploré le champ des possibles', tant pour formuler que pour résoudre le problème qu'il assure résoudre (qu'il s'agisse des troubles de conduite des enfants ou de la localisation d'un aéroport ou de l'enfouissement des déchets radioactifs). Si le citoyen sait d'expérience que l'on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs, il sait aussi qu'il n'a pas nécessairement besoin d'omelette (ou d'OGM ?), ici et maintenant. Alors, demande-t-il avec bon sens, est-il nécessaire et urgent de commencer par casser les œufs dans le seul but affiché de faire une omelette dont nous ne voulons pas ?

Ce citoyen qui cherche sans cesse à transformer son expérience en conscience, ne disjoignant pas pragmatique et éthique, sait aussi que le scientifique peut l'aider puissamment dans cette médiation en développant de façon exemplaire sa culture épistémique, autrement dit en s'exerçant à la critique épistémique interne de ses recherches. Les scientifiques ne peuvent-ils alors prendre conscience de la nature de leur intervention médiatrice dans ce processus civilisateur qui va de l'expérience à la conscience, de la pragmatique à l'éthique ? Ce processus appelle un tiers, l'épistémique, qui se forme et se transforme précisément dans et par l'expérience de l'expert ?

Médiation qui nous incite à relire les pages trop souvent oubliées de G Vico s'interrogeant en 1744 sur la formation des concepts : « Dans toute langue, les mots nécessaires aux arts de la civilisation et aux sciences abscondes sont d'origine paysanne⁴ » Suit une page magnifique d'illustrations montrant la formation des mots dans et par l'expérience quotidienne de la vie paysanne, mots qui peu à peu devinrent concepts ('la langue' de terre, 'le bras' du fleuve, etc...). Sans ces 'lunettes' conceptualisantes des citoyens paysans ou chasseurs, comment les scientifiques et les poètes pourraient-ils interpréter et faire travailler ces concepts ? N'y a-t-il pas là une sorte de récursion constitutive de 'la sagesse des nations' et du 'sens commun' ? L'expert scientifique, comme le poète, a besoin de l'expérience pragmatique du citoyen (*Faire pour comprendre*), comme le citoyen, attentif à l'intelligence de son comportement a besoin de la critique épistémique du scientifique (afin de *comprendre pour faire*).

Les trois brins d'une tresse éternelle : Pragmatique, Epistémique, Ethique

Pragmatique, Epistémique et Ethique sont inséparables et pourtant irréductibles l'un à l'autre. La simpliste confusion scientiste réduisant l'éthique à l'épistémique, dogme de tous les positivismes, déresponsabilisant les citoyens : *'Le scientifiquement vrai sera le moralement bon'*. La devise positiviste '*Ordre et Progrès*' devenant dogme impératif (et surtout exclusif : **Ordre est Progrès**), est-elle plus longtemps admissible dans nos sociétés ?

³ G Bachelard, *Le Nouvel Esprit Scientifique* (1934) p. 10-11

⁴ G Vico, *La Science Nouvelle* traduit et présenté par A Pons, ed Fayard, 2001, p.174, § 404 – 405.

Puis je ici citer quelques lignes du chapitre qu'Edgar Morin nous invite tous à méditer, experts et citoyens, dès lors que nous nous interrogeons sur 'L'éthique du genre humain' et sur 'l'avenir de la démocratie'⁵

« Les démocraties du XXI^e siècle seront de plus en plus confrontées à un problème gigantesque, né du développement de l'énorme machine où science, technique et bureaucratie sont intimement associées. Cette énorme machine ne produit pas que de la connaissance et de l'élucidation, elle produit aussi de l'ignorance et de l'aveuglement. Les développements disciplinaires des sciences n'ont pas apporté que les avantages de la division du travail ; elles ont aussi apporté les inconvénients de la sur-spécialisation, du cloisonnement et du morcellement du savoir. Ce dernier est devenu de plus en plus ésotérique (accessible aux seuls spécialistes) et anonyme (concentré dans des banques de données et utilisé par des instances anonymes, au premier chef l'Etat). De même la connaissance technique est réservée aux experts dont la compétence dans un domaine clos s'accompagne d'une incompétence lorsque ce domaine est parasité par des influences extérieures ou modifié par un événement nouveau. Dans de telles conditions, le citoyen perd le droit à la connaissance. Il a le droit d'acquérir un savoir spécialisé en faisant des études ad hoc, mais il est dépossédé en tant que citoyen de tout point de vue englobant et pertinent. ...

Plus la politique devient technique, plus la compétence démocratique régresse. Le problème ne se pose pas seulement pour la crise ou la guerre. Il est de la vie quotidienne : le développement de la technobureaucratie installe le règne des experts dans tous les domaines qui, jusqu'alors, relevaient des discussions et décisions politiques, et il supprime les citoyens dans les domaines ouverts aux manipulations biologiques de la paternité, de la maternité, de la naissance, de la mort. Ces problèmes ne sont pas entrés dans la conscience politique ni dans le débat démocratique du XX^e siècle, à quelques exceptions près. Plus profondément, le fossé qui s'accroît entre une technoscience ésotérique, hyperspécialisée et les citoyens crée une dualité entre les connaissant -dont la connaissance est du reste morcelée, incapable de contextualiser et globaliser- et les ignorants, c'est-à-dire l'ensemble des citoyens.

Ainsi, se crée une nouvelle fracture sociale entre une " nouvelle classe " et les citoyens. Le même processus est en marche dans l'accès aux nouvelles technologies de communication entre les pays riches et les pays pauvres. Les citoyens sont rejetés hors des domaines politiques, de plus en plus accaparés par les "experts", et la domination de la " nouvelle classe " empêche en fait la démocratisation de la connaissance.

Dans ces conditions la réduction du politique au technique et à l'économique, la réduction de l'économique à la croissance, la perte des repères et des horizons, tout cela produit l'affaiblissement du civisme, la fuite et le refuge dans la vie privée, l'alternance entre apathie et révoltes violentes, et ainsi, en dépit du maintien des institutions démocratiques, la vie démocratique dépérit.

La régénération démocratique suppose la régénération du civisme, la régénération du civisme suppose la régénération de la solidarité et de la responsabilité, c'est-à-dire le développement de l'anthropo-éthique »

Peut-être alors entendrons-nous de façon plus constructive la provocation symbolique qui introduit cet éditorial ? Oui, il est de la responsabilité des citoyens, y compris de ceux d'entre eux qui s'efforcent à une solide expertise scientifique, d'être attentif aux lunettes qu'ils utilisent pour exprimer les dissonances qu'ils perçoivent ou qu'ils anticipent entre ce qu'ils font et ce qu'ils voudraient faire. Et il appartient aux experts de se reconnaître dépendants et affectés par les représentations de ces

⁵ 'Les sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur' (UNESCO, 1999 ; ed Seuil, 2000), [Chapitre 7](#), p. 121-127

dissonances qu'il s'attachent à éclairer d'autres points de vue en explorant d'autres modes d'investigations possibles, sans arrogances ni certitudes, en apprenant à délibérer

Exercice qui exige de chacun une sorte d'ascèse épistémique qu'E Morin appelle '*le développement de l'anthropo-éthique*' méditant la formule de Pascal qu'il nous cite volontiers : '*Travaillons donc à bien penser, voilà le principe de la morale*'. Un viatique qui vaut pour le scientifique, plus encore si c'est possible que pour le citoyen.

JL Le Moigne